



Communiqué de presse suite au rassemblement intersyndical devant l'Hôtel de région jeudi 23 mars

Non à une décision anti-démocratique insupportable !

A l'occasion du rassemblement devant l'Hôtel de région, jeudi 23 mars, convié à l'initiative d'une intersyndicale de l'enseignement et des personnels des lycées, 15 représentants des personnels et des parents ont été reçus par des membres de l'exécutif régional pendant une session plénière de la collectivité régionale.

Au-delà de la brutalité des annonces de fermetures d'établissements à laquelle l'ensemble de la délégation s'est opposé, chacun-e a pu exprimer de manière claire ses revendications et ses positions sur ces projets de restructurations. L'intersyndicale a fortement regretté que ces fermetures aient été annoncées le 6 mars dernier par voie de presse sans concertation préalable.

Toute la communauté éducative a été mise devant le fait accompli et abasourdie par ces mesures qui vont à l'encontre des préoccupations des collègues dont c'est le métier et des jeunes.

Ces mesures sont d'autant plus discutables qu'elles frappent des territoires déjà fragilisés comme les Ardennes ou d'autres déjà touchés par la désertification comme Landres ou le bassin potassique dans le Haut Rhin. Elles marquent le renoncement à une véritable politique de redynamisation.

Pour l'intersyndicale, dans un contexte de promotion à tout crin de l'apprentissage, c'est une étape de plus dans la destruction des services publics de proximité remettant en cause le maillage territorial des établissements et de l'offre de formation scolaire déjà marquée par l'insuffisance programmée et la réduction.

L'intersyndicale a rappelé que l'apprentissage n'est qu'une voie de formation parmi d'autres et qu'elle ne peut pas être l'alpha et l'oméga de la formation professionnelle.

Durant les échanges, il est apparu que deux dossiers auraient mérité une attention particulière : Landres et Pulversheim. Dotés tous les deux d'un excellent plateau technique et de formations de pointe extrêmement demandées, ces deux établissements n'arrivent pas à répondre favorablement à toutes les demandes d'inscription. Aussi, la décision de fermeture de ces établissements reste incompréhensible.

Pourtant, l'assemblée plénière, a, dans la foulée, entériné par un vote la fermeture et /ou la restructuration de 9 lycées professionnels : à Toul, Lunéville, Freyming-Merlebach, Pulversheim, Behren-lès-Forbach, Langres, Vivier-au-court, Landres et Charleville-Mézières.

L'intersyndicale estime que ces restructurations vont aggraver la fragilité de ces territoires déjà défavorisés et accentuer les inégalités d'accès à un premier niveau de qualification pour leurs jeunes. A un moment où la situation sociale est déjà tendue, l'intersyndicale demande l'ouverture d'une vraie concertation. Elle demande de surseoir à la décision de fermeture.

C'est pourquoi l'intersyndicale demande à être reçue conjointement par le Recteur de la région académique et par le Président de Région.

Metz le 31 mars 2023